



HAL
open science

L'éthique et la légitimité de la science de l'histoire

Zdeněk Vašíček

► **To cite this version:**

Zdeněk Vašíček. L'éthique et la légitimité de la science de l'histoire : N° 26, Mémoires du communisme en Europe centrale. Cahiers du CEFRES, 2001, Mémoires du communisme en Europe centrale, 26, pp.5. halshs-01162349

HAL Id: halshs-01162349

<https://shs.hal.science/halshs-01162349>

Submitted on 10 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES

N° 26, Mémoires du communisme en Europe centrale

Georges Mink (Dir.)

Marie-Claire Lavabre, Françoise Mayer, Antoine Marès (Ed.)

Zdeněk VAŠÍČEK

L'éthique et la légitimité de la science de l'histoire

Référence électronique / electronic reference :

Zdeněk Vašíček, « L'éthique et la légitimité de la science de l'histoire », Cahiers du CEFRES. N° 26, Mémoires du communisme en Europe centrale (ed. Marie-Claire Lavabre, Françoise Mayer, Antoine Marès).

Mis en ligne en / published on : avril 2010 / april 2010

URL : http://www.cefres.cz/pdf/c26f/vasicek_2001_ethique_legitimite_histoire.pdf

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



L'éthique et la légitimité de la science de l'histoire

Zdeněk Vašíček (Faculté des sciences humaines et sociales, Université Charles)

Au-delà des disciplines scientifiques se développe, dans un espace mal défini, une réflexion sur ces disciplines, voire sur leur évaluation, ce qui est moins agréable. Ainsi, au-dessus de l'historiographie - qui s'est pourtant toujours fait fort d'imposer son caractère généralisant, intégrateur, voire même globalisant - la méthodologie, la théorie, la philosophie de l'histoire essaient de l'observer. Régulièrement expulsées de l'historiographie, elles y reviennent sans répit, alléguant volontiers le motif de la "raison", du moins parmi les Tchèques. L'historiographie est de surcroît stigmatisée par ses voisins, la sociologie par exemple, qui, sous prétexte d'interdisciplinarité, aimerait bien tout intégrer, de préférence sous son autorité. Ajoutons à cela toutes les orientations - du structuralisme au postmodernisme - et les autres courants en germe. Notons par exemple que le structuralisme s'est assez bien établi en histoire - exception faite du constat par Barthes de la mort de l'auteur. Personne n'a encore prophétisé la mort de l'historien - en dehors du besoin assez ordinaire des historiens de liquider les autres historiens.

Si la nature ne se préoccupe pas du spécialiste de sciences naturelles, il n'en va pas de même chez les historiographes - la société s'intéresse à son passé et par conséquent à celui qui l'écrit. Elle emploie des historiens, les paie, consomme leurs productions. Qui peut alors jeter la pierre à qui ? Les historiens à la société et à son histoire, ou bien le contraire ? C'est l'éternel problème de l'"Arbeitsgeber" et de l'"Arbeitsnehmer". On comprend pourquoi les historiens se posent la question de l'éthique et de la légitimité - comme le font ceux qui paient les écrits les concernant personnellement.

Dans cette situation inextricable, je n'ai rien trouvé de mieux que de revenir au stade, non pas pré-scientifique, mais au moins, si je puis m'exprimer ainsi, « primo-scientifique ». On peut considérer le système de Linné comme une parfaite maîtrise scientifique du matériel réuni dans les herbiers. Nous avons là une étude cohérente et éclairante qui procure un cadre pertinent pour ordonner une somme importante de données produites par une historiographie érudite. Essayons de trouver un tel principe qui permettrait d'ordonner (quitte à déceler "des pages blanches") l'ensemble des invectives, injures, leçons, jugements, voire parfois condamnations accompagnant habituellement la recherche de l'éthique et de la légitimité. Hautes exigences en vérité pour ceux qui établiraient un tel système. En systématisant, il est difficile d'éviter les trivialisations, et je m'en excuse à l'avance.

Les historiens doivent offrir leurs services aux autres groupes, à la société et à l'État ; ces services acceptés, les historiens acquièrent alors leur rôle et leur statut sociaux. Le plus important des services proposés par les historiens consiste à légitimer leur client, autrement dit, à satisfaire ses besoins d'identification et d'argumentation. Dans le cadre de l'offre, ils ne doivent pas seulement tenir compte des besoins, mais également imposer la conscience d'un tel besoin chez le demandeur. Il existe ici quelque chose que l'on pourrait appeler la recherche des trous dans le marché, le marketing historiographique. En récompense de la légitimation du client, la légitimité est ensuite transmise, partagée, elle "sert". C'est pourquoi on ne manque pas de comparer le rôle de l'historien à la fonction du juge ou du médecin, d'une part, à la position de prophète ou bien encore à celle d'un nouvel intégrateur des sciences sociales, d'autre part.

Ce type de légitimité laudative ou auto-laudative a pourtant ses écueils. La société n'utilise pas seulement l'histoire pour résoudre ses problèmes, mais aussi pour les masquer ou pour les évacuer. Le tour préféré de la société est de remettre, en guise d'alibi, le jugement - et donc la responsabilité - aux historiens futurs. En général, les historiens acceptent assez bien cela, prétextant du peu de matériel disponible. C'est une autre voie par laquelle l'historiographie acquiert la légitimité sociale de son complice.

Dans notre société, les historiens forment un groupe professionnel (les historiens de métier) appartenant à l'intelligentsia à partir de la fin du XIX^{ème} siècle. Ils sont très liés à l'État et à ses institutions, surtout scolaires, dans le cadre desquelles ils peuvent effectuer leur carrière professionnelle. Et cela aussi peut servir à leur légitimation.

Dans le cadre de tels groupes, la qualification par échelons, la hiérarchie, l'esprit de corps et l'éthique de la profession, très liés à la communication intra-communautaire, jouent un rôle de plus en plus important. De cette manière, les historiens acquièrent leur légitimité professionnelle. Les difficultés résident dans le fait que la langue de l'historiographie n'a que très peu de termes spécifiques ; elle ne peut renvoyer à des explications théoriques qu'à de très rares exceptions près. Elle se rapproche en revanche de la langue courante et, comme elle, se soumet plutôt aux règles de la rhétorique (d'où les phrases fameuses : *sine ira et studio, wie es eigentlich gewesen sei* etc.). Il s'agit plus de convaincre, de trouver un consensus que de prouver. À l'aide d'une telle langue, on ne peut malheureusement réaliser le "saut universel" cartésien, c'est-à-dire la connaissance indépendante de la culture, de la société et de l'histoire. L'évaluation elle-même, l'auto-réflexion d'un historien doivent alors respecter ces règles et ne peuvent par conséquent se distinguer fondamentalement d'une évaluation "externe".

L'organisation de la profession ne va pas sans évaluation constante entre les maîtres, les compagnons, et par rapport aux autres métiers. Dans le cas de l'interprétation du passé récent, y compris le nôtre et celui de notre discipline, nous devons garder à l'esprit deux problèmes principaux : le caractère de la mémoire collective et la condition de recul. La mémoire collective schématise et moralise nécessairement, de même qu'elle dénonce et dissimule les fautes. Les "historiens – témoins", ne peuvent en faire autrement, préoccupés qu'ils sont par les intrications de l'histoire, de l'historiographie et de leur propre biographie. Rien d'étonnant à ce que dans la plupart des cas, par exemple dans celui de la *Vergangenheitsbewältigung*, le besoin de régler ses comptes avec le passé soit étroitement lié aux changements de génération, donc au recul ou à des questions posées par d'autres. Mais comment se poser de telles questions lorsque nous savons pertinemment que le recul seul ne remplace, et ne peut remplacer, ni l'abstraction, ni la généralité, ni la morale ?

L'éthique professionnelle des différentes disciplines est en principe universelle ; néanmoins, certaines histoires nationales peuvent générer des différences. Il ne fait aucun doute que les histoires nationales sont "techniquement" mieux traitées dans les milieux appartenant à la communauté nationale (connaissance de la langue, des faits, du milieu etc.). En même temps, leur écriture est liée aux traditions, aux positions et aux objectifs d'une société donnée. Dans cette situation, les historiographies nationales peuvent se retrancher sur leurs positions d'approche "positiviste" et "empathisante". L'historien français Bernard Michel montre bien les tendances des Tchèques à ne s'expliquer qu'au travers de leur propre histoire, qu'ils sont du reste persuadés d'être les seuls à pouvoir comprendre. Ils se conduisent alors comme des habitués dans leur café, développant des images légitimatrices souvent fondées sur la conviction du caractère exceptionnel et particulièrement ingrat de leur histoire.

Ce n'est pas une attitude absolument non éthique, juste un peu ridicule, comme la légitimité laborieusement acquise d'un pauvre petit premier de la classe.

À cela ajoutons une question : dans quelle mesure les diverses histoires nationales peuvent-elles contribuer à une historiographie européenne ou mondiale, autrement dit à une histoire plus générale ou universelle. Par les faits et par les méthodes bien sûr. Même si cela ne passe pas directement par des constructions de l'histoire européenne ou mondiale, au moins par leur représentation. Demandons-nous avec Hagen Schutze : "*Gibt es überhaupt eine deutsche Geschichte*" ? Autrement dit : qu'a donné notre historiographie à l'Europe ou à l'humanité ?

L'historien ordonne les résultats de son travail dans des fresques historiques (des synthèses, des reconstructions, des récits - « comment » ça s'est passé ?) ; aujourd'hui elles sont de plus en plus courantes. De telles fresques ont leur construction intérieure : chez Palacký, par exemple, elle s'exprime au moyen de l'épopée. Demandons-nous quel est l'arrière plan, le rôle, la fonction, le destinataire, comment et pourquoi sont écrites ces "histoires", pour les besoins du marché (de la lecture), pour satisfaire la représentation personnelle de l'acheteur (l'histoire " reliée de cuir "). Dans ce cas, on aurait affaire à une approche que l'on pourrait qualifier de non-éthique et que l'on pourrait considérer comme non légitime du point de vue de la profession.

À côté des fresques historiques, il existe ce qu'en France on appelle *l'histoire problème*, c'est-à-dire la résolution de questions générales, des "pourquoi ?" C'est justement ainsi que l'historien peut intervenir dans les problématiques contemporaines. Mais la société tchèque n'a connu ni *Historikerstreit* comme en Allemagne, ni réévaluation de la Révolution comme en France. Il y a sûrement des raisons scientifiques, mais on peut se demander dans quelle mesure ne se cache pas derrière cela une trop grande prudence de la part des historiens, voire un manque de responsabilité personnelle - ce qui est de nouveau une question relevant de l'éthique historienne. Il faudrait défendre ici le point de vue des groupes d'intérêts, le point de vue citoyen. Mais comment évaluer le passé des membres d'un État sans société civile ?

Les "comment" renvoient à des histoires générales, à celles des nations, des États, des sociétés, des ensembles qui se légitiment à travers un grand récit. Les "pourquoi" sont plus reliés à la société et à ses diverses couches, à leurs visions différenciées du monde et à leurs liens réciproques. Ces groupes sociaux, ethniques, d'âge, de sexe sont en quête de légitimité et espèrent la recevoir des historiens. Récemment le mouvement ouvrier a ainsi acquis sa légitimité historique, à un moment où néanmoins il n'existait plus, et où de surcroît cela n'intéressait même plus les ouvriers. Il s'agissait en fait d'une commande bien problématique, bien payée par ailleurs. Mais que doit faire l'historien lorsque la société reconstitue à peine sa différenciation et ses réponses en fonction d'un nouveau défi ? C'est notre situation actuelle.

Les historiens soucieux de répondre aux "pourquoi ?" interviennent en intellectuels, autrement dit ils s'expriment sur les problèmes de société. Dans une telle situation, ils s'approprient avec une facilité étonnante les idées d'autres intellectuels, leurs opinions, leurs manières de s'exprimer. Mais, plus important, ils adoptent la vision de leur fonction, strictement assimilée à une fonction critique en l'occurrence. Le terme "critique" est malheureusement en soi parfaitement vide. Il s'agit plutôt de l'expression d'une attitude, enrobée de formules creuses, telles que le "combat éternel de l'individu entre la liberté et l'égalité". *Prometheus redivivus*. On pourrait bien parler ici de *l'éthique et de la légitimité des intellectuels*. Ils résolvent les problèmes de ceux qui se différencient de la société par leur

critique, mais qui en même temps, plus ou moins consciemment, défendent les intérêts et les positions de leur propre milieu dans cette société.

En forçant un peu le trait, je taxerais mon approche de sociologisante. J'ai choisi cette perspective parce qu'elle permet peut-être d'établir un lien entre des remarques tout à fait sensées mais extrêmement hétéroclites. Les unes induites par les perspectives d'une sorte de moralité au-delà du temps, les autres traduisant des points de vue de groupes générationnels, clientélistes etc. Je ne doute pas le moins du monde qu'en réalité, la plupart d'entre elles relèvent plutôt de ce deuxième aspect des choses, ce qui n'ôte rien d'ailleurs à la pertinence des arguments invoqués.

Et parce qu'il peut y avoir une *historia magistra vitae*, je remarque en conclusion que si Napoléon s'est emparé de la couronne impériale pour se la poser lui-même sur la tête, c'est pourtant bien des mains du pape qu'il a pris cette couronne. Cela a mal fini.